



ANALYSE

2020/15

FINANCER L'AVENIR

## Financer l'avenir

*Ces dernières semaines, un homme, Pierre Larrourou qui milite pour plus de moyens pour le climat et la santé, a fait les gros titres des médias et réseaux sociaux à travers des actions phares. Une grève de la faim médiatisée dans un Parlement européen vide, des manifestations et de nombreuses interviews... Quel message tente de nous faire passer cet eurodéputé chargé avec ses collègues députés européens de négocier le budget de l'Union européenne pour les années à venir ? En quoi sommes-nous concernés en tant que citoyen européen, quel est notre pouvoir d'agir dans ces débats ?*

### Pour mieux comprendre

Le budget de l'Union européenne assure le financement des mesures et programmes actionnés par l'UE. Il existe deux types de budgets : les budgets dits à long terme (ou Cadres Financiers Pluriannuels, CFP) et les budgets annuels (dans les limites prévues par le CFP).<sup>i</sup>

Pour cette analyse, nous nous centrerons sur les budgets à long terme, dits pluriannuels ou encore CFP. En effet, c'est sur le vote du CFP 2021-2027 que Pierre Larrourou a souhaité attirer l'attention du grand public et des médias. Cette fin d'année 2020 étant cruciale pour l'avenir financier de l'Union, elle aura donc des conséquences sur tous les états membres et sur ses citoyens.

En fixant les crédits d'engagements et paiements, les budgets pluriannuels constituent un cadre stable à l'Union, permettant à la fois d'aligner les dépenses sur les priorités politiques de l'Union, d'augmenter la prévisibilité des ressources, d'assurer une discipline budgétaire et de donner une base aux budgets annuels. Il s'agit donc d'une vision globale, à moyen terme, des politiques qui seront mises en œuvre et des domaines priorités.

Ces engagements contraignent l'Union européenne à attribuer des moyens à certains projets particuliers, ces fonds pouvant s'étaler sur plusieurs exercices. Les paiements, quant à eux, sont les dépenses qui seront réellement réalisées au cours d'une année.<sup>ii</sup> L'écart entre les deux est parfois important et, de cette manière, il permet d'apporter des modifications en cours d'année pour faire face à des imprévus. Comme ce fut le cas en cette année 2020, lorsque 3.1 milliards d'euros ont été débloqués le 14 avril afin de faire face à la crise économique, sociale et sanitaire liée à la covid.<sup>iii</sup>

Le budget pluriannuel de l'UE est fixé pour sept années. Pour la période de 2014 à 2020, il était fixé à 908,4 milliards d'euros. L'essentiel des dépenses actuelles est consacré à la PAC (Politique agricole commune) et à la politique de cohésion. On retrouve ensuite la recherche, l'innovation, la politique de voisinage et d'élargissement, le soutien aux transport, l'aide au développement, l'éducation, la culture, l'économie, la politique migratoire... Le Cadre Financier Pluriannuel est adopté selon une procédure législative spéciale tous les sept ans. La Commission européenne fait d'abord une proposition de CFP. Ce projet est ensuite l'objet de négociations intenses et longues entre le Conseil européen et le Parlement européen. Le Conseil est compétent pour amender le CFP et doit l'adopter à l'unanimité. Le Parlement européen, quant à lui, à la possibilité de l'approuver à la majorité ou de faire valoir son droit de véto.<sup>iv</sup>

### Le CFP 2021-2027

*« Le budget est le miroir intransigeant de tout exercice du pouvoir. Pour peu qu'il soit sincère, il place les acteurs politiques face à la réalité. C'est d'ailleurs pour cela que les questions budgétaires irritent les dirigeants tant le réel est souvent dans l'opposition ».*<sup>v</sup>

Le CFP 2021-2027 est en cours de discussion depuis déjà de longs mois. Le 23 février 2018, le conseil européen avait déjà convenu, de manière informelle, que l'UE investirait davantage dans la lutte contre les migrations illégales, la défense et sécurité ainsi que le programme Erasmus+.<sup>vi</sup> Cependant, le début des négociations officielles fut marqué en mai 2018 par la Commission européenne qui proposait un budget de 1 135 milliards d'euros, couplé à une diminution des allocations à la PAC et aux fonds de cohésion afin de compenser la perte de la contribution du Royaume-Uni et de financer les nouvelles priorités.<sup>vii</sup>

Cette proposition fut rejetée par le Parlement européen en octobre 2019, refusant d'impacter négativement les domaines de priorités traditionnels et souhaitant mettre davantage l'accent sur les secteurs social et climatique. Après plusieurs discussions, un premier accord politique fut trouvé le 10 novembre 2019 entre le Parlement européen et le Conseil pour un Cadre Financier Pluriannuel d'une hauteur de 1 090,3 milliards d'euros revalorisant certains programmes (Erasmus, santé, recherche) et mettant en place un calendrier pour financer le plan de relance faisant suite à la crise de la Covid-19 (contribution plastique, émission carbone, taxe numérique, transaction financières...<sup>viii</sup>).

Lors d'une réunion du 16 novembre 2020, la Pologne et la Hongrie ont usé de leur droit de veto et bloqué l'adoption du budget. De cette manière, ils marquaient leur opposition au projet de soumettre l'accès aux fonds européens au respect de l'état de droit. De fait, ils sont déjà sous le coup de procédures d'infractions concernant des entraves à l'indépendance de la justice ainsi qu'aux droits des étrangers. Ils craignent donc de ne plus bénéficier de financements de l'Union, justifiant cela par le déni de leur souveraineté nationale.<sup>ix</sup> Rappelons que les décisions de la commission doivent être prises à l'unanimité des 27 pays membres.

Actuellement les discussions se poursuivent pour tenter de convaincre ces 2 pays de se rallier au projet de budget tel qu'il leur a été présenté. Ce qui serait du reste de leur intérêt, sachant qu'ils sont tous 2 des bénéficiaires importants des fonds européens.

Le prochain sommet du 10 et 11 décembre prochain devrait mettre un point final à toutes ces négociations.

### **Quel est le message de Pierre Larrourou ?**

En faisant grève de la faim et en multipliant les interventions médiatiques, cet eurodéputé avait pour ambition de mettre en avant ce moment clé des négociations et à informer la population sur cette fenêtre qui ne s'ouvre qu'une fois tous les sept ans.

Mais, cette ouverture, que permettrait-elle ? Dans une interview<sup>x</sup>, il dit vouloir éviter des millions de morts, « [...] parce que si on met pas plus d'argent dans les hôpitaux, peut-être que les hôpitaux vont être en burnout dans quelques mois. Si on ne met pas plus d'argent pour éviter les licenciements, il y aura des millions de chômeurs et il y a des chômeurs qui se suicident. Si on ne met pas plus d'argent pour le climat, il y aura des millions de gens qui vont mourir parce qu'ils n'auront plus d'eau ou plus de quoi manger ». Il témoigne du long combat du Parlement européen, d'associations et d'ONG pour un nouveau financement : taxer les marchés financiers. Alors que nous payons, en tant que citoyen, 6% de TVA pour nous nourrir et 20% pour les autres biens de consommations, les marchés financiers ne sont nullement taxés.

« Il y a quelque chose d'obscène quand on dit (...) qu'il n'y a pas d'argent pour la santé, quand on dit qu'il n'y a pas d'argent pour l'agriculture, qu'il n'y a pas d'argent pour les retraites, pas d'argent pour le climat, alors que les marchés financiers sont à un niveau jamais vu. »<sup>xi</sup> La proposition du Parlement est une taxation de 0.1% sur les actions et les obligations financières. Cette taxation rapporterait 50 milliards d'euros chaque année, Cet argent pourrait être investi dans les hôpitaux, l'emploi, les transports en commun, l'agriculture, le climat... L'eurodéputé souligne que pour la mise en place d'une taxe ambitieuse, l'unanimité n'est pas nécessaire. Quelques pays peuvent lancer une dynamique, avant d'être rejoint par d'autres, comme ça avait pu être le cas à la naissance de l'espace Schengen.

Évidemment, augmenter la masse budgétaire sociale et climatique, sans taxer les individus lambda, cela nous fait rêver. Mais quel est notre rôle à nous, citoyens ? »

« 75% des Belges sont d'accord avec ce combat de même que 82% des Allemands. C'est un lobby financier qui bloque, et c'est pour cela qu'il faut un lobby citoyen »<sup>xii</sup>.

Informer, interpellier la population, pousser à s'investir davantage et à agir, à envahir la sphère publique et médiatique. Voilà un des objectifs que s'était fixé Pierre Larrourou.

Pari réussi, l'eurodéputé a le sentiment d'avoir gagné des millions d'alliés en quelques semaines, des citoyens qui ne savaient pas jusque-là ce qui se jouait.<sup>xiii</sup> « Pendant ces 18 jours [de grève de la faim], il y a des millions de gens en Belgique, en France, en Allemagne, dans 14 pays, qui ont relayé nos idées, donc le débat est lancé ! Et mardi nous organisons une conférence de presse, avec des élus politiques de droite et de gauche, des syndicalistes, des ONG et des climatologues. »<sup>xiv</sup>.

Pierre Larrouturou nous rappelle que si nous nous mobilisons tous, nous sommes capables de faire bouger les lignes. Preuves à l'appui, puisqu'elles ont d'ailleurs commencé à bouger imperceptiblement.

Nous applaudissons cette initiative mobilisatrice qui met l'accent sur la capacité des citoyens à construire, à gérer et à rénover collectivement le contrat social.

L'ACRF-Femmes en milieu rural défend fermement l'idée qu'ensemble nous sommes assez forts pour agir et influencer le politique.

Depuis toujours l'humain est capable de grandes choses et d'améliorer l'avenir. La conjoncture actuelle nous rappelle combien il est important de pouvoir donner des réponses démocratiques aux problèmes vécus par les citoyens. N'en déplaise aux fatalistes ; la sécurité sociale, la Déclaration Universelle des Droits Humains, le boum des boutiques zéro-déchets, l'augmentation des projets de transition... pléthores d'exemples démontrent des réussites qui, chacune à son échelle, ouvrent la porte sur une société plus solidaire et modifient l'ordre du monde pour un mieux.

Et ce futur budget européen est un créneau à ne pas louper !

Lydie Flament  
Chargée de campagnes de sensibilisation

#### Pour aller plus loin

Le débat peut être suivi chronologiquement sur : <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/the-eu-budget/long-term-eu-budget-2021-2027/#:~:text=Le%2021%20juillet%202020%2C%20les,C'est%20un%20bon%20accord.>

Signer la pétition : <https://taxonslaspeculation.eu/home>



Avec le soutien de



*Cette analyse est disponible au format PDF sur notre site Internet [www.acrf.be](http://www.acrf.be)*

*L'ACRF-Femmes en milieu rural souhaite que les informations qu'elle publie soient diffusées et reproduites. Toutefois, n'oubliez pas, dans ce cas, de mentionner la source et de nous transmettre copie de la publication.*

*Merci !*

*Editeur responsable : ACRF-Femmes en milieu rural ASBL – rue Maurice Jaumain 15 – 5330 ASSESSE  
R.P.M. Liège-division Namur n°0408.004.863*

- 
- <sup>i</sup> Conseil européen, « Le budget de l'UE », [en ligne], consulté le 25-11-2020, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/the-eu-budget/>
- <sup>ii</sup> Barthélémy Gaillard, « Budget à long terme de l'UE : qu'est-ce que le cadre financier pluriannuel (CFP) ? », toute l'Europe, 17-11-2020, consulté le 25-11-2020, <https://www.touteurope.eu/actualite/budget-a-long-terme-de-l-ue-qui-est-ce-que-le-cadre-financier-pluriannuel-cfp.html>
- <sup>iii</sup> Barthélémy Gaillard, « Le budget de l'Union européenne », toute l'Europe, 17-11-2020, [en ligne], consulté le 23-11-2020, <https://www.touteurope.eu/actualite/le-budget-de-l-union-europeenne.html>
- <sup>iv</sup> Barthélémy Gaillard, « Budget à long terme de l'UE : qu'est-ce que le cadre financier pluriannuel (CFP) ? », toute l'Europe, 17-11-2020, consulté le 25-11-2020, <https://www.touteurope.eu/actualite/budget-a-long-terme-de-l-ue-qui-est-ce-que-le-cadre-financier-pluriannuel-cfp.html>
- <sup>v</sup> Jean Arthuis, « Budget UE, simulacre de budget ou simulacre d'Union européenne ? », Gestion & Finances Publiques, vol. 3, n°3, 2017, pp.3-9.
- <sup>vi</sup> Site du conseil européen et du conseil de l'Union européenne, « Budget à long terme de l'UE pour la période 2021-2027 », [en ligne], consulté le 25-11-202, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/the-eu-budget/long-term-eu-budget-2021-2027/#:~:text=Le%201%20juillet%202020%2C%20les,C'est%20un%20bon%20accord.>
- <sup>vii</sup> Barthélémy Gaillard, « Budget à long terme de l'UE : qu'est-ce que le cadre financier pluriannuel (CFP) ? », toute l'Europe, 17-11-2020, consulté le 25-11-2020, <https://www.touteurope.eu/actualite/budget-a-long-terme-de-l-ue-qui-est-ce-que-le-cadre-financier-pluriannuel-cfp.html>
- <sup>viii</sup> Barthélémy Gaillard, « Budget à long terme de l'UE : qu'est-ce que le cadre financier pluriannuel (CFP) ? », toute l'Europe, 17-11-2020, consulté le 25-11-2020, <https://www.touteurope.eu/actualite/budget-a-long-terme-de-l-ue-qui-est-ce-que-le-cadre-financier-pluriannuel-cfp.html>
- <sup>ix</sup> Barthélémy Gaillard, « Le budget de l'Union européenne », toute l'Europe, 17-11-2020, [en ligne], consulté le 23-11-2020, <https://www.touteurope.eu/actualite/le-budget-de-l-union-europeenne.html>
- <sup>x</sup> RTBF Info, « Pierre, député en grève de la faim », le 08-11-2020, [en ligne], consulté le 17-11-2020. <https://www.facebook.com/rbtfinfo/videos/751741932219993>
- <sup>xi</sup> Elodie Berthod, « Vote du budget de l'union européenne : la bataille des intérêts », le journal international, 23-11-2020, [en ligne], consulté le 25-11-2020, <http://www.lejournalinternational.info/vote-du-budget-de-lunion-europeenne-la-bataille-des-interets/>
- <sup>xii</sup> Françoise Wallemacq, « L'eurodéputé Pierre Larroutou interrompt sa grève de la faim : « L'Europe est-elle au service des banquiers, des milliardaires, des traders ? », RTBF info, 15 novembre 2020, [en ligne], consulté le 25-11-2020, [https://www.rtb.be/info/monde/detail\\_l-eurodepute-pierre-larroutou-interrompt-sa-greve-de-la-faim-l-europe-est-elle-au-service-des-banquiers-des-milliardaires-des-traders?id=10632353](https://www.rtb.be/info/monde/detail_l-eurodepute-pierre-larroutou-interrompt-sa-greve-de-la-faim-l-europe-est-elle-au-service-des-banquiers-des-milliardaires-des-traders?id=10632353)
- <sup>xiii</sup> Camille Delannois, « Pierre Larroutou : « les chefs d'État doivent choisir entre taxer le citoyen ou la spéculation » », La Libre, 21-11-20, [en ligne], consulté le 26-11-20, <https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/pierre-larroutou-les-chefs-d-etat-doivent-choisir-entre-taxer-le-citoyen-ou-la-speculation-5fb696187b50a6525b7851b2?fbclid=IwAR1CusjKyCfiK6BKUYUMbvUu5D557oLlzDLcj3iliQ55k6Lg801pK5kuXOO>
- <sup>xiv</sup> Françoise Wallemacq, « L'eurodéputé Pierre Larroutou interrompt sa grève de la faim : « L'Europe est-elle au service des banquiers, des milliardaires, des traders ? », RTBF info, 15 novembre 2020, [en ligne], consulté le 25-11-2020, [https://www.rtb.be/info/monde/detail\\_l-eurodepute-pierre-larroutou-interrompt-sa-greve-de-la-faim-l-europe-est-elle-au-service-des-banquiers-des-milliardaires-des-traders?id=10632353](https://www.rtb.be/info/monde/detail_l-eurodepute-pierre-larroutou-interrompt-sa-greve-de-la-faim-l-europe-est-elle-au-service-des-banquiers-des-milliardaires-des-traders?id=10632353)